

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

C O U R S U P É R I E U R E
(Chambre civile)

No. 500-17-105920-188

GENEVIÈVE SIMARD, résidant et
domiciliée au 6000, Beau Vallon, Val Morin,
Québec, J0T 2R0, Canada

-et-

GAIL KELLY, résidant et domiciliée au 155,
chemin des Mélèzes, Lac-Beauport,
Québec, G3B 2C1, Canada

-et-

ANNA PRCHAL, résidant et domiciliée au
2347, Terrasse Guindon, Montréal, Québec,
H2H 1L7, Canada

Demandereses

c.

ALPINE CANADA, personne morale
légalement constituée ayant son siège
social situé au 302-151, Canada Olympic
Road SW, Calgary, Alberta, T3B 6B7,
Canada

Défenderesse

DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE

À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE DU DISTRICT DE
MONTRÉAL, LES DEMANDERESSES EXPOSENT CE QUI SUIT :

INTRODUCTION

1. Les demanderesses Geneviève Simard, Gail Kelly, et Anna Prchal (ci-après les « **Demandereses** ») sont trois anciennes skieuses d'élite qui ont été abusées psychologiquement, physiquement et sexuellement par leur entraîneur de ski, Bertrand Charest, alors qu'elles étaient mineures.

ORIGINAL

2. Alpine Canada (ci-après la « **Défenderesse** ») a retenu les services de Charest comme entraîneur et a permis, par le biais de ses actes et omissions, que soient agressées ces trois jeunes filles.
3. Alpine a tenté de multiples façons de faire taire les victimes de Charest. Alpine a voulu étouffer un scandale pour son seul bénéfice et au détriment du bien-être des Demanderesses et de la sécurité des jeunes skieurs et skieuses en général.
4. Elles demandent à cette Cour de condamner la Défenderesse Alpine Canada à leur payer la somme de 300 000 \$ chacune à titre de dommages et intérêts en compensation des préjudices moraux et matériels qu'elles ont subis, et qui résultent de fautes graves commises par la Défenderesse et ses préposés, ainsi que la somme de 150 000 \$ chacune à titre de dommages punitifs.
5. Les Demanderesses ont invité plusieurs fois la Défenderesse Alpine Canada à participer à une médiation afin de trouver une solution qui ne passe pas par les tribunaux judiciaires mais Alpine a refusé la médiation. Il est regrettable qu'Alpine force ainsi les Demanderesses à détailler publiquement, par le biais de procédures judiciaires, les abus sexuels et psychologiques qu'elles ont subis et leurs conséquences.

PARTIE I - LES FAITS

6. Anna Prchal est née le 10 mai 1979 et débute le ski à 7 ans, au club de ski de Sutton.
7. Gail Kelly est née le 4 octobre 1979 et débute le ski à l'âge de 7 ans au club de ski de Beauce avant d'intégrer le club de ski Le Relais.
8. Geneviève Simard est née le 5 novembre 1981 et commence à skier à l'âge de 5 ans au Mont d'Ailleboust. Elle se joint au club de ski de Val St-Côme à 9 ans.
9. Rapidement, leur passe-temps d'enfant devient une passion et elles s'engagent au niveau compétitif. Elles rêvent d'atteindre les plus hauts sommets de leur sport.
10. Geneviève Simard intègre le programme de développement Élite juvénile de la Division Laurentienne de ski (ci-après la « **DLS** ») en 1993, elle est alors âgée de 12 ans.
11. Elle poursuit ensuite son cheminement avec le programme de développement Élite junior avec la DLS en 1995.

12. Elle accède à l'équipe canadienne junior de la Défenderesse Alpine Canada en 1996, à l'âge de 15 ans.
13. À l'âge de 13 ans, Gail Kelly joint Skibec, l'Association de ski de la région de Québec.
14. Vers l'âge de 15 ans, elle intègre l'équipe du Québec. Gail Kelly poursuit son cheminement avec l'équipe junior.
15. Elle intègre ensuite l'équipe canadienne junior de la Défenderesse Alpine Canada en 1996. Elle est alors âgée de 16 ans.
16. À l'âge de 13 ans, Anna Prchal compétitionne au sein de la Zone de l'Estrie.
17. Vers l'âge de 15 ans, elle déménage pour intégrer l'académie de ski de Banff, en Alberta, puis joint à 16 ans l'équipe provinciale de l'Alberta.
18. Elle apprend qu'elle intégrera l'équipe canadienne junior de la Défenderesse Alpine Canada en 1996.
19. Sauf pour Geneviève Simard qui avait déjà Charest comme entraîneur et subissait déjà ses abus, c'est lors de leur arrivée au sein de l'équipe canadienne junior d'Alpine que le destin des Demanderesses a croisé celui de Charest.
20. Entraîneur depuis plusieurs années, Charest a d'abord entraîné des athlètes au niveau local puis régional. Depuis le début des années 1990, des rumeurs courent sur le comportement inapproprié de Bertrand Charest avec les athlètes qu'il supervise. Charest sévit alors déjà en agressant sexuellement de jeunes adolescentes.
21. À titre d'exemple, peu de temps avant d'être engagé par Alpine Canada, alors que Bertrand Charest travaille comme entraîneur pour Ski Québec Alpin (ci-après « **SQA** »), les entraîneurs de l'équipe du Québec sont témoins de son comportement inapproprié avec des athlètes mineures. Il ne conservera pas sa place comme entraîneur de l'équipe provinciale.
22. Deux anciens entraîneurs de l'équipe nationale, Germain Barrette et Mitch Conner ont d'ailleurs déclaré à La Presse, le 25 février 2017, avoir prévenu la direction d'Alpine du comportement de Bertrand Charest à l'égard de ses jeunes athlètes en 1996 (préalablement à l'embauche de Charest par la Défenderesse) et 1997 respectivement, le tout tel qu'il appert d'une copie d'un article de La Presse produite au soutien des présentes comme **Pièce P-1**.

23. En 1996, la Défenderesse Alpine Canada, qui ne pouvait pourtant ignorer de tels faits, embauche néanmoins Bertrand Charest pour entraîner l'équipe canadienne junior et lui confie le développement athlétique d'adolescentes. Charest est l'adulte à qui Alpine Canada confie la responsabilité d'accompagner le groupe de mineures lors de longs et fréquents déplacements à l'étranger.
24. Pour les Demanderesses Kelly et Prchal, c'est le début d'un cauchemar. Pour Geneviève Simard, le mauvais rêve continue et les sévices s'aggravent. Les Demanderesses ont été sacrifiées par Alpine à l'autel de la performance et des commanditaires.
25. Une fois qu'elle a employé Bertrand Charest, et alors qu'elle connaissait sa réputation, la Défenderesse Alpine Canada lui a laissé l'entière responsabilité des Demanderesses sous sa surveillance, lui laissant notamment le soin de louer des chambres d'hôtel et de décider de la répartition des athlètes dans ces chambres. Charest avait toute latitude d'inviter les Demanderesses pour des rencontres individuelles et des séances de « visionnement vidéo privées » toujours seul à seule.
26. Entre l'été 1996 et février 1998, alors qu'il est le préposé de la Défenderesse Alpine Canada, Bertrand Charest commet notamment les actes suivants dont certains ont eu lieu alors qu'elles étaient mineures :
 - Au tout début janvier 1997, il embrasse la Demanderesse Gail Kelly sur la bouche par surprise à plusieurs reprises dans les remonte-pentes;
 - Toujours en janvier 1997, prétextant une séance de visionnement vidéo de perfectionnement pour entraîner Gail Kelly dans sa chambre, il amènera l'adolescente à le masturber;
 - Lors de ce même voyage, la Demanderesse Geneviève Simard cherchant la Demanderesse Gail Kelly, vient cogner à plusieurs reprises à la porte de chambre de Charest où Gail Kelly est enfermée avec Charest, il y a alors attouchements entre Gail Kelly et Charest;
 - Lors d'un voyage en Autriche à l'hiver 1997, il emmène la Demanderesse Geneviève Simard dans la salle de bain d'un hôtel pour avoir des relations sexuelles complètes avec lui;
 - En mars 1997, lors des championnats canadiens en Colombie-Britannique, de nouveau, il demande à la Demanderesse Gail Kelly de le masturber, elle se confie alors à une coéquipière;

- En mars 1997, lors d'un voyage en Colombie-Britannique, Bertrand Charest embrasse la Demanderesse Anna Prchal alors qu'elle est âgée de 17 ans. À partir de ce moment, ils auront une relation continue avec des rapports sexuels complets, le premier ayant eu lieu au domicile de Charest, fin mars 1997. Cette relation était suspectée d'autres athlètes;
- En avril 1997, dans un motel de St-Anne-de-Beaupré, Charest amène la Demanderesse Gail Kelly à le masturber;
- Toujours au printemps de 1997, elle aura des relations sexuelles complètes avec Charest, chez lui, dans les Laurentides;
- En mai 1997, lors de la rencontre des entraîneurs de l'équipe nationale d'Alpine, Charest reste dans l'Ouest canadien plus longtemps pour voir la Demanderesse Anna Prchal et avoir des relations sexuelles avec elle;
- À l'été 1997, lors d'un voyage en Nouvelle-Zélande, il a plusieurs relations sexuelles complètes avec la Demanderesse Gail Kelly. D'autres préposés d'Alpine Canada, Mark Sharp (entraîneur de l'équipe) et Josée Fortin (physiothérapeute de l'équipe) sont du voyage, mais Charest est seul avec ses athlètes à de nombreuses reprises;
- Lors du même voyage en Nouvelle-Zélande, la Demanderesse Anna Prchal voit souvent Charest. Allison Forsyth confronte Charest sur sa relation avec Anna Prchal. Charest arrive à calmer le jeu et la relation se poursuit entre Anna Prchal et Charest;
- En 1997, lors d'un voyage aux îles Fidji, la Demanderesse Gail Kelly le surprend avec la Demanderesse Anna Prchal sur la plage en train de s'embrasser;
- À certaines occasions, lors de moments de grande tension, Charest entre dans une altercation physique avec Anna Prchal et la heurte;
- En août 1997, en escale à Toronto, Bertrand Charest loue une seule chambre pour lui et la Demanderesse Geneviève Simard. Il lui fait des avances insistantes alors qu'elle est âgée de 16 ans. Elle doit se réfugier dans la salle de bain pour lui échapper;
- En 1997, lors d'un voyage à Tignes, en France, lors des entraînements, il touche de façon inappropriée les athlètes féminines sous sa responsabilité, dont les Demanderesse. Lors de ce même camp

d'entraînement, il voit régulièrement Gail Kelly et Anna Prchal et a régulièrement des relations sexuelles avec cette dernière;

- En novembre 1997, à Nakiska, il a des relations complètes avec Anna Prchal et Gail Kelly dans des chambres d'hôtel.
 - Sans pouvoir situer ces événements précisément dans le temps, la Demanderesse Kelly se rappelle avoir eu des relations sexuelles complètes avec Charest dans un avion, une camionnette, un boisé, des toilettes, un bureau, une salle de séchage de vêtements et sur une table de physiothérapie.
27. Lors de toute la période, il exerce une emprise psychologique très forte sur les Demanderesses et ses autres victimes, contrôlant de façon abusive chaque aspect de leur vie personnelle et sportive. Elles sont entièrement dépendantes de lui pour tout ce qui a trait à leur carrière.
 28. Certaines d'entre elles développent des problèmes de santé et ont des performances en dents de scie, le tout au vu et au su de tous, incluant de la Défenderesse et de ses préposés.
 29. Il monte les Demanderesses et ses autres victimes les unes contre les autres, entretenant un climat malsain au sein de l'équipe junior, poussant ses victimes à rechercher de plus en plus son attention.
 30. À un certain point, la Demanderesse Anna Prchal est tellement affectée par sa relation avec Charest que ses coéquipières s'inquiètent à répétition. Afin de dissiper les doutes, Charest l'incite à convoquer une réunion d'équipe durant laquelle elle dit à ses coéquipières qu'elle a des problèmes familiaux.
 31. En somme, Bertrand Charest a commis d'innombrables actes répréhensibles dans le cadre de ses fonctions de préposé de la Défenderesse Alpine Canada.
 32. La Défenderesse n'a pas usé de la prudence la plus élémentaire en permettant à Charest d'être constamment seul en présence de mineures sur lesquelles il exerçait un contrôle total sans s'assurer de la présence d'un autre adulte responsable.
 33. En laissant autant de liberté à Bertrand Charest, la Défenderesse a grandement facilité son manège, contribuant d'autant plus aux préjudices qu'ont subis les Demanderesses. Ce manège s'est continué sur une longue période de temps sans qu'Alpine Canada ne fasse quoi que ce soit.

34. Ces actes ont eu un impact direct sur les Demanderesses, qui vivent dans un état de détresse qui se traduit par des problèmes de santé physique et psychologique, notamment :
- La Demanderesse Anna Prchal alors qu'elle est en « relation » avec Bertrand Charest, vit de nombreuses crises de larmes. Elle perdait du poids à vue d'œil, manquait des entraînements, devenait inconstante dans ses résultats et s'isolait, le tout au vu et au su de tous, dont le personnel de Alpine Canada;
 - La Demanderesse Gail Kelly vit des douleurs chroniques à partir de septembre 1997 et souffrira de troubles alimentaires pendant l'hiver 1997-1998. Elle aussi s'isole. Bob Morel (médecin de l'équipe), Josée Fortin et Andrée Lavoie (physiothérapeute de l'équipe), tous préposés d'Alpine Canada, l'examinent ou la traitent et sont au courant de cet état, tout comme Mark Sharp. Un jour, après l'avoir soulevée, Mark Sharp s'exclamera qu'elle a l'air triste et pèse autant qu'une plume;
 - La Demanderesse Geneviève Simard fugue à plusieurs reprises pour échapper à Bertrand Charest. Ses résultats sportifs sont inconstants et elle perdra également du poids ce qui sera constaté par Josée Fortin et Andrée Lavoie. Mark Sharp fera une remarque sur la perte de poids de Geneviève Simard.
35. La tension et la détérioration des relations au sein de l'équipe croissent, lesquelles sont causées par Bertrand Charest qui montait les filles les unes contre les autres.
36. La Demanderesse Anna Prchal, psychologiquement détruite, se confie au tout début de l'année 1998 à Mark Sharp, qui l'entraînait sur l'équipe provinciale d'Alberta et en qui elle a confiance. Rien ne change après cette discussion.
37. Malgré ces signes de détresse évidents et remarqués des autres athlètes, aucun représentant de la Défenderesse Alpine Canada n'intervient ni ne s'informe de l'état des Demanderesses. En aucun moment, la Défenderesse ne prend la peine de s'enquérir du bien-être des athlètes mineures sous sa responsabilité, malgré les signaux d'alerte envoyés par les victimes de Charest.
38. Ce faisant, Alpine violait sa propre politique sur le harcèlement qui prévoyait :
- « They [persons in authority] should investigate if harassment is suspected or rumoured. Sudden changes in performance or attitude may indicate a problem. Individuals who experience harassment are often

reluctant to report it for fear of not being taken seriously, of being labelled a troublemaker or of reprisal. »

le tout tel qu'il appert d'une copie de la politique d'Alpine en matière de harcèlement produite au soutien des présentes comme **Pièce P-2**.

39. À Megève, en février 1998, une autre victime de Bertrand Charest, Allison Forsyth dit à Josée Fortin qu'elle a une « relation » avec Bertrand Charest. Gail Kelly entre dans la pièce et voit Allison pleurer. Gail apprend alors que Charest a aussi une relation avec Allison Forsyth. Gail Kelly s'effondre.
40. Josée Fortin raconte ensuite à Mark Sharp ce qui s'est passé, la Demanderesse Gail Kelly étant dans un état de détresse tel qu'elle est incapable de le faire elle-même.
41. C'est ensuite Anna Prchal qui apprend que Gail Kelly et Allison ont elles aussi une relation avec Charest. Elle quitte la maison suivie en voiture par Charest qui tente de la raisonner.
42. Cette nuit-là, bien que la Demanderesse Gail Kelly ait dénoncé explicitement Bertrand Charest aux autres préposés de la Défenderesse Alpine Canada, les Demanderessees dorment toujours dans la même maison que lui. Les Demanderessees Kelly et Simard sont terrorisées à cette idée. Gail Kelly ne dort pas cette nuit-là.
43. Anna Prchal sera même laissée seule avec Charest qui la manipule et la convainc d'avoir une relation sexuelle avec lui cette nuit-là.
44. Ce n'est que le lendemain que Joze Sparovec, directeur des programmes de l'équipe canadienne, arrive sur les lieux pour gérer la situation de crise au sein de l'équipe.
45. Le directeur Joze Sparovec avait pourtant reçu, une semaine plus tôt, un appel du président d'Alpine, Patrick Laforge, qui lui a dit qu'il y avait des allégations persistantes à l'effet que Charest avait des inconduites sexuelles avec ses skieuses. À ce moment, Laforge et Sparovec savaient que Charest était à l'étranger avec ses skieuses.
46. Joze Sparovec, Josée Fortin et Mark Sharp rencontrent tour à tour les Demanderessees ainsi que les autres athlètes de l'équipe pour leur demander si elles ont été victimes de Bertrand Charest. L'atmosphère de la rencontre est glaciale. Les victimes se sentent coupables et ne reçoivent aucune empathie.

47. Très mal à l'aise devant cette forme de « comparution » devant trois adultes incluant Joze Sparovec qu'elle connaît peu, la Demanderesse Geneviève Simard tait les agressions qu'elle subit depuis des années et dit qu'elle n'a pas subi d'agression. La Demanderesse Prchal reconnaît avoir été abusée par Charest, Allison Forsyth le reconnaît également.
48. La Demanderesse Kelly, très affectée, ne rencontre pas les trois représentants d'Alpine en même temps comme les autres, mais est rencontrée uniquement par Joze Sparovec, seule dans une chambre avec lui.
49. Lors de cette rencontre seul à seule entre la Demanderesse Kelly et le président d'Alpine Joze Sparovec, la Demanderesse Kelly vit une détresse psychologique et émotionnelle importante, complètement sous le choc des événements vécus lors des heures précédentes. Le président d'Alpine profite alors de ce moment seul avec la Demanderesse Kelly pour lui présenter et lui demander de signer un document qu'il décrit comme un engagement à ne pas poursuivre Alpine si les événements ont des répercussions sur sa carrière athlétique. La Demanderesse Kelly, incapable de prendre une décision éclairée, ne lit pas le document que lui présente Joze Sparovec et le signe.
50. Après avoir demandé aux athlètes si elles avaient une relation avec Charest, Alpine Canada ne pousse pas ses vérifications plus loin.
51. Alors même qu'un acte criminel a été commis sur des personnes mineures dont elle avait la responsabilité, Alpine ne prévient pas la police.
52. Alpine n'ayant pas prévenu la police, quelques jours plus tard, alors que les championnats mondiaux juniors débutent, les Demanderesse voient Bertrand Charest d'abord dans un stationnement puis caché dans les buissons pour observer les filles en pleine compétition. Il les interpelle. Gail déclare forfait pour les championnats du monde, incapable de skier.
53. Sur le chemin du retour, il se retrouvera dans le même avion que les Demanderesse Prchal et Simard.
54. Certaines des familles, notamment la mère d'une des victimes, subiront des pressions de la part de la Demanderesse Alpine Canada pour se taire. L'accent est mis sur le fait que cela pourrait nuire à leurs carrières de skieuses, aux demandes de commandites et que, de toute façon, personne ne les croirait. Le message est à l'effet que les répercussions négatives tomberaient sur les victimes plutôt que sur Charest.

55. La Défenderesse Alpine Canada oblige les Demanderesses qui sont alors au Québec, incluant étrangement la Demanderesse Simard, à aller voir une psychologue sportive en Colombie-Britannique. Cette psychologue n'effectuera aucun suivi suite à cette unique fin de semaine de sessions obligatoires.
56. Cet épisode a ajouté à la détresse des victimes, celles-ci étant seules. La Demanderesse Kelly se rappelle clairement s'être sentie isolée, seule dans une maison et ayant fait plusieurs heures de vol pour les seules fins de cette rencontre. La Demanderesse Simard se rappelle clairement avoir eu l'impression d'avoir fait quelque chose de mal, s'être sentie jugée. Elle n'avouera jamais à la psychologue avoir été abusée et nie lorsque la question lui est posée.
57. Quant à Bertrand Charest, Joze Sparovec annonce ensuite aux Demanderesses et à leurs parents qu'il n'aura plus le droit d'entrer en contact avec elles, qu'il sera renvoyé et qu'il ne pourra plus travailler comme entraîneur. Dans les faits, Alpine n'a strictement rien fait sauf inciter les Demanderesses à se taire.
58. Or, la réalité est toute autre, Bertrand Charest a plutôt démissionné et la Défenderesse Alpine Canada ne lui retirera jamais sa licence d'entraîneur.
59. La relation entre un athlète et son entraîneur est basée sur la confiance. Tout athlète compte sur son entraîneur pour le guider à travers son cheminement sportif. Les parents doivent offrir à l'entraîneur et à l'organisation sportive qui l'engage et l'encadre cette même confiance afin de permettre au jeune athlète d'atteindre son plein potentiel sportif.
60. En engageant un entraîneur indigne de cette confiance et en le laissant entièrement libre de sévir et d'abuser de la confiance des athlètes derrière des portes closes, Alpine a fait en sorte que cette confiance fondamentale soit détruite en miettes, avec toutes les conséquences dévastatrices que cela comporte.
61. Toutes les Demanderesses ont souffert et souffrent toujours des dommages découlant des agressions subies. Elles ont mis des décennies avant de se sentir suffisamment bien pour exposer les abus au grand jour. Elles se sont longtemps senties coupables, elles avaient l'impression d'avoir fait quelque chose de mal.
62. Pendant la suite de leur carrière de skieuse, la règle du silence prévalait au sein de l'organisation Alpine. Personne ne parlait des événements. Les victimes se sentaient coupables et responsables des abus.

63. Ces événements ont laissé des traces quant à leur estime d'elles-mêmes, entraînant une perte de confiance en elles-mêmes et en autrui. Elles se sont repliées sur elles-mêmes, ont vécu des épisodes de dépression et ont souffert en silence, convaincues d'être responsables des gestes posés par leur entraîneur.
64. La Demanderesse Anna Prchal a vécu avec un sentiment de honte et d'humiliation depuis les événements. Elle a vécu dans la peur de voir Bertrand Charest, de le croiser et d'avoir à le confronter. Elle s'est toujours protégée et a repoussé les gens qui disaient qu'ils l'aimaient. Elle a souvent douté de ses capacités. Elle s'est demandé pendant plusieurs années qu'elle aurait été sa carrière si Bertrand Charest n'avait jamais été son coach.
65. Elle a passé de nombreuses heures en thérapie au fil des ans, à travailler sur elle-même. Il y avait des moments où elle était si déprimée qu'elle ne pouvait pas sortir de son lit. Il y a, par ailleurs, des fois où elle se sentait tellement en colère que sa vie personnelle en a été affectée.
66. Pendant des années, Gail Kelly a eu peur de croiser Bertrand Charest, avait l'impression de l'apercevoir sans cesse ce qui lui causait des crises d'angoisse se traduisant par des palpitations et des envies de vomir. Pendant de nombreuses années, elle fut insomniaque, faisait des cauchemars la nuit. Elle s'est repliée sur elle-même, et a vécu un épisode de dépression.
67. Dans les années suivant les faits, sa performance comme skieuse a été grandement affectée. Elle n'avait souvent plus confiance en ses entraîneurs. Or, une des clés de la réussite dans la pratique d'un sport d'élite est de développer une relation de confiance mutuelle avec son entraîneur.
68. La Demanderesse Geneviève Simard a toujours vécu avec un fort sentiment de honte et de culpabilité.
69. Son estime de soi fut bafouée.
70. Elle aussi a toujours eu peur de le recroiser.
71. Pendant de nombreuses années, elle a gardé le silence par peur de se faire juger, de perdre son entourage. Elle était incapable d'en parler.
72. Durant la saison de ski 2014-2015, la Demanderesse Geneviève Simard a un choc en apprenant que Bertrand Charest entraîne une équipe de jeunes skieurs au club de ski Mont-Blanc.

73. Incapable d'envisager que d'autres jeunes vivent les mêmes sévices qu'elle, elle demande formellement à la Fédération canadienne des entraîneurs de ski maintenant affiliée à la Défenderesse à ce que Charest se voit retirer sa licence d'entraîneur, ce qui sera refusé.
74. Le 5 février 2015, après plusieurs années de silence, Geneviève Simard rencontre des enquêteurs du service de police et dépose formellement une plainte à l'égard de Charest pour dénoncer les abus qu'elle a subis durant toute son adolescence.
75. De nombreuses victimes joignent leurs voix à la sienne et portent également plainte, notamment les autres Demanderesses.
76. Le 22 juin 2017, Bertrand Charest est déclaré coupable de 37 chefs d'accusation concernant divers délits à caractère sexuel commis à l'égard des jeunes femmes, skieuses et athlètes dont il était l'entraîneur (sous les art. 151, 153, 271a), 272(1)c) C.cr.) par l'honorable juge Sylvain Lépine de la Cour du Québec. Ce jugement est présentement porté en appel par Charest.
77. Nombre de ces infractions criminelles ont été perpétrées en sol Québécois, alors que Bertrand Charest était le préposé de la Défenderesse Alpine Canada. Les séquelles ont été et sont toujours vécues au Québec, où chacune des Demanderesses réside.
78. Alpine Canada avait la responsabilité des Demanderesses, alors adolescentes. Alpine Canada était responsable de la sécurité et du bien-être de ces jeunes athlètes talentueuses et passionnées. Or, Alpine Canada a choisi de fermer les yeux et de couvrir les actes criminels de son préposé. Elle n'a pris aucune mesure afin d'assurer que les Demanderesses évoluaient dans un milieu sécuritaire.
79. Le juge Lépine écrivait dans son jugement sur la peine R. c. Charest¹ :

« L'organisme Alpine Canada et ses dirigeants ont lamentablement échoué dans leur rôle de gardien et de protecteur de ces jeunes athlètes dont les parents avaient délégué leur sécurité entre leurs mains. Alpine Canada a plutôt choisi de fermer les yeux, de ne pas croire ces jeunes femmes et de cacher la vérité. »
80. En 2017, suite au jugement déclarant coupable Bertrand Charest, la Défenderesse Alpine Canada a, dans un exercice de relations publiques,

¹ R. c. Charest, 2017 QCCQ 14590, présentement porté en appel.

présenté des excuses aux victimes, dont les Demanderesses, le tout tel qu'il appert de copies d'articles de journaux produits au soutien des présentes comme **Pièces (P-1), P-3 et P-4**. Ces excuses n'ont pas été présentées directement aux victimes.

81. Par cet acte, Alpine Canada a reconnu sa responsabilité.
82. Les Demanderesses sont marquées à vie par ces terribles événements.
83. En effet, encore à ce jour, Anna Prchal n'a plus confiance en elle-même. Elle fait encore face à des problèmes de confiance en l'autre, ne cessant de se questionner sur la sincérité des personnes qui l'entourent.
84. Aujourd'hui mère de trois jeunes enfants, elle peine à laisser ceux-ci pratiquer un sport organisé, ayant perdu confiance aux institutions sportives.
85. La Demanderesse Gail Kelly quant à elle se demande si elle aurait pu avoir une carrière différente si tout cela n'était pas arrivé. Elle aimerait oublier cet épisode de sa vie, mais il est gravé en elle. Elle ressent depuis un profond sentiment de culpabilité et de dégoût intense. Elle a le sentiment que son adolescence lui a été volée et aimerait la retrouver, mais cela est impossible, ce qu'elle a vécu la suit quotidiennement.
86. Au travail, elle éprouve toujours beaucoup de difficulté dans ses relations avec ses superviseurs, surtout masculins. Elle a dû cesser de travailler pendant une longue période de temps, trop éprouvée par les traumatismes subis.
87. Aujourd'hui mère de trois jeunes enfants, elle est très protectrice envers ceux-ci. Deux d'entre eux font du ski, ce qui est une source constante d'inquiétude pour elle.
88. Concernant Geneviève Simard, ces événements ont changé son rapport avec les autres. Elle, qui était une jeune fille joyeuse, est devenue une jeune femme en colère, sévère et renfermée.
89. Elle souffre toujours suite aux longues années d'agressions subies, bien qu'elle soit aujourd'hui davantage en mesure de contrôler cette souffrance. Elle a le sentiment que son enfance lui a été volée. Elle souffre encore de nervosité, d'insomnie et d'agressivité.
90. Jusqu'à ce jour, elle ne tolère plus de se faire taquiner, surveille ses arrières de peur de subir des attouchements et éprouve des difficultés dans ses relations avec les hommes en figure d'autorité, ne leur faisant que difficilement confiance.

91. Les conséquences sont multiples et dévastatrices. La Défenderesse avait le pouvoir et le devoir de protéger ses athlètes. Elle ne l'a pas fait et a plutôt choisi de protéger ses propres intérêts et, par le fait même, de protéger Charest.

PARTIE II - LES DOMMAGES

I. LES DOMMAGES MORAUX

92. Vu ce qui précède, les Demanderesses réclament la somme de 300 000\$ par Demanderesse à titre de dommages moraux pour les préjudices subis et qui les affecteront à jamais. Ses préjudices sérieux ont eu des conséquences importantes sur leurs vies, conséquences qui sont encore très présentes.

II. LES DOMMAGES MATÉRIELS

A. LA DEMANDERESSE ANNA PRCHAL

93. La Demanderesse Anna Prchal a suivi 15 séances de thérapie, au prix de 140 \$/séance, pour un coût total de 2 100 \$.
94. Elle a demandé une compensation en vertu de la *Loi sur les victimes d'actes criminels* (ci-après, la « **LIVAC** »), mais sa thérapie n'est pas couverte par celle-ci.
95. Elle réclame 2 100 \$ à titre de dommages-intérêts matériels.

B. LA DEMANDERESSE GAIL KELLY

96. La Demanderesse Gail Kelly a payé la somme de 8 000 \$ pour réintégrer l'équipe après avoir fait un accident de ski en mars 1999, sa récupération a été retardée et compliquée par un syndrome post-traumatique faisant suite aux abus subis.
97. Elle réclame donc 8 000 \$ à titre de dommages-intérêts matériels.

C. LA DEMANDERESSE GENEVIÈVE SIMARD

98. La Demanderesse Geneviève Simard a suivi de nombreuses séances de thérapie pour un coût total de 21 360 \$, le tout tel qu'il appert d'une copie de reçus de thérapie produits en liasse au soutien des présentes comme **Pièce P-5**.
99. Afin de se rendre à ces sessions de thérapie, la Demanderesse Geneviève Simard a dû parcourir de nombreux kilomètres soit 51 581,6 km. Elle a encouru des frais de déplacement pour un montant total de 25 208,80 \$.

100. Elle réclame donc la somme de 46 568,80 \$ à titre de dommages-intérêts matériels.

III. LES DOMMAGES PUNITIFS

101. Les gestes et les omissions posés par la Défenderesse Alpine Canada constituent une atteinte intentionnelle au droit à la dignité des Demanderesses. La dignité est un droit fondamental protégé par la *Charte des droits et libertés de la personne*.
102. La Défenderesse a volontairement fermé les yeux pendant des années sur les comportements de son préposé Bertrand Charest. Elle a couvert ses actions, cherchant à étouffer un scandale, ce qui a conduit à des abus répétés de sa part sur les Demanderesses.
103. Les multiples tentatives de la Défenderesse pour faire taire les Demanderesses ainsi que leurs proches, notamment la distribution de la quittance et les appels suivant les faits, contribuent au sentiment de honte et de culpabilité que les Demanderesses ressentent encore à ce jour.
104. Cet aveuglement volontaire et ces tentatives de censure ont été reconnus explicitement dans le jugement sur la peine que devra purger Bertrand Charest. Par ses actions, la Défenderesse a démontré qu'elle n'accordait pas aux Demanderesses le respect auquel elles ont droit en tant que personne. Elle a plutôt choisi délibérément de protéger son image et ses intérêts économiques, usant de ces jeunes athlètes comme de moyens plutôt que de fins en elles-mêmes.
105. Les Demanderesses réclament chacune 150 000 \$ à titre de dommages-intérêts punitifs.

PARTIE III - LA PRESCRIPTION

106. Pendant de nombreuses années, les Demanderesses, isolées les unes des autres, n'avaient pas conscience des fautes commises par Alpine Canada.
107. Ce n'est qu'à compter de 2017, au travers du procès de Bertrand Charest, à l'écoute des divers témoignages, à la lecture du jugement sur la peine évoquant la responsabilité de Alpine Canada, et suite aux diverses déclarations publiques qu'elles ont pris conscience des gestes posés par la Défenderesse et de l'impact de ces gestes sur elles.

108. En plus de ne pas avoir eu connaissance des gestes et omissions d'Alpine Canada, les Demanderesses étaient dans l'impossibilité psychologique d'agir.
109. En effet, les Demanderesses ont dû vivre avec un fort sentiment de honte, de gêne et de culpabilité relativement à leur expérience avec la Défenderesse et ses préposés.
110. Elles se sont senties dévalorisées, et il fut longtemps impossible pour elles de même envisager entreprendre des procédures judiciaires. En ce sens, la Défenderesse a notamment alimenté chez elles le sentiment qu'elles étaient responsables et ne seraient pas crues.
111. Depuis l'inculpation de Bertrand Charest, les Demanderesses ont été en mesure de cheminer dans leur processus de guérison.
112. Elles ont, depuis, fait une demande pour annuler l'ordonnance de non-publication de tout renseignement pouvant les identifier, demande qui fut accordée le 1^{er} juin 2018. Elles ont entrepris ces démarches afin de faire progresser la cause de la prévention du harcèlement et des agressions sexuelles dans le milieu des sports.
113. En ce sens, elles ont notamment tenu une conférence de presse le 4 juin 2018 pour presser les gouvernements fédéraux et provinciaux d'adopter des mesures pour s'assurer que les jeunes athlètes du pays soient mieux protégés des abus psychologiques et sexuels.
114. Elles sont désormais capables de faire face à une procédure judiciaire civile, ce qui n'était pas le cas auparavant.

PARTIE IV - RECOURS CONTRE L'ASSUREUR

115. Les Demanderesses réservent tous leurs droits relativement à un recours direct contre l'assureur responsabilité de la Défenderesse.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

- [A] D'ACCUEILLIR** cette demande;
- [B] DE CONDAMNER** la Défenderesse Alpine Canada à payer aux Demanderesses la somme de 300 000 \$ par Demanderesse à titre de dommages et intérêts moraux;
- [C] DE CONDAMNER** la Défenderesse Alpine Canada à payer à la Demanderesse Anna Prchal la somme de 2 100 \$, à la Demanderesse Gail

Kelly la somme de 8 000 \$ et à la Demanderesse Geneviève Simard la somme de 46 568,80 \$, à titre de dommages et intérêts matériels;

[D] **DE CONDAMNER** la Défenderesse Alpine Canada à payer aux Demanderesse la somme de 150 000 \$ par Demanderesse à titre de dommages punitifs;

[E] **LE TOUT** avec les frais de justice.

Montréal, le 12 décembre 2018



DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Avocats des Demanderesse

Me William Brock

Me Julie Girard

Me Hannah Toledano

1501, avenue McGill College, 26e étage

Montréal, QC H3A 3N9

Tél 514.841 - 6438 / 6506 / 6522

Fax 514.841.6499

wbrock@dwpv.com / jgirard@dwpv.com /

htoledano@dwpv.com

AVIS D'ASSIGNATION
(articles 145 et suivants C.p.c.)

Dépôt d'une demande en justice

Prenez avis que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour Supérieure du district judiciaire de Montréal la présente demande introductive d'instance.

Réponse à cette demande

Vous devez répondre à cette demande par écrit, personnellement ou par avocat, au palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6 dans les 15 jours de la signification de la présente demande ou, si vous n'avez ni domicile, ni résidence, ni établissement au Québec, dans les 30 jours de celle-ci. Cette réponse doit être notifiée à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'est pas représenté, au demandeur lui-même.

Défaut de répondre

Si vous ne répondez pas dans le délai prévu, de 15 ou de 30 jours, selon le cas, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai et vous pourriez, selon les circonstances, être tenu au paiement des frais de justice.

Contenu de la réponse

Dans votre réponse, vous devez indiquer votre intention, soit :

- de convenir du règlement de l'affaire;
- de proposer une médiation pour résoudre le différend;
- de contester cette demande et, dans les cas requis par le Code, d'établir à cette fin, en coopération avec le demandeur, le protocole qui régira le déroulement de l'instance. Ce protocole devra être déposé au greffe de la Cour du district mentionné plus haut dans les 45 jours de la signification du présent avis ou, en matière familiale, ou, si vous n'avez ni domicile, ni résidence, ni établissement au Québec, dans les trois mois de cette signification;
- de proposer la tenue d'une conférence de règlement à l'amiable.

Cette réponse doit mentionner vos coordonnées et, si vous êtes représenté par un avocat, le nom de celui-ci et ses coordonnées.

Changement de district judiciaire

Vous pouvez demander au tribunal le renvoi de cette demande introductive d'instance dans le district où est situé votre domicile ou, à défaut, votre résidence ou, le domicile que vous avez élu ou convenu avec le demandeur.

Si la demande porte sur un contrat de travail, de consommation ou d'assurance ou sur l'exercice d'un droit hypothécaire sur l'immeuble vous servant de résidence principale et que vous êtes le consommateur, le salarié, l'assuré, le bénéficiaire du contrat d'assurance ou le débiteur hypothécaire, vous pouvez demander ce renvoi dans le district où est situé votre domicile ou votre résidence ou cet immeuble ou encore le lieu du sinistre. Vous présentez cette demande au greffier spécial du district territorialement compétent après l'avoir notifiée aux autres parties et au greffe du tribunal qui en était déjà saisi.

Transfert de la demande à la Division des petites créances

Si vous avez la capacité d'agir comme demandeur suivant les règles relatives au recouvrement des petites créances, vous pouvez également communiquer avec le greffier du tribunal pour que cette demande soit traitée selon ces règles. Si vous faites cette demande, les frais de justice du demandeur ne pourront alors excéder le montant des frais prévus pour le recouvrement des petites créances.

Convocation à une conférence de gestion

Dans les 20 jours suivant le dépôt du protocole mentionné plus haut, le tribunal pourra vous convoquer à une conférence de gestion en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance. À défaut, ce protocole sera présumé accepté.

Pièces au soutien de la demande

Au soutien de sa demande introductive d'instance, la partie demanderesse invoque les pièces suivantes :

- Pièce P-1 :** Copie d'un article de La Presse du 25 février 2017 intitulé Affaire Bertrand Charest : autopsie d'un camouflage;
- Pièce P-2 :** Copie de la politique d'Alpine;
- Pièce P-3 :** Copie d'un article de La Presse du 25 mars 2017 intitulé Procès de Bertrand Charest : Canada Alpin reconnaît ses torts;
- Pièce P-4 :** Copie d'un article du Journal de Montréal du 24 mars 2017 intitulé Affaire Bertrand Charest : Canada Alpin s'excuse auprès des skieuses agressées sexuellement;

Pièce P-5 : Reçus de thérapie de Geneviève Simard en liasse.

Demande accompagnée d'un avis de présentation

S'il s'agit d'une demande présentée en cours d'instance ou d'une demande visée par les Livres III, V, à l'exception de celles portant sur les matières familiales mentionnées à l'article 409, ou VI du Code, la préparation d'un protocole de l'instance n'est pas requise; toutefois, une telle demande doit être accompagnée d'un avis indiquant la date et l'heure de sa présentation.

500-17-105920-188
N° 500-17-
C O U R S U P É R I E U R E
Chambre civile
District de Montréal

GENEVIÈVE SIMARD

GAIL KELLY

ANNA PRCHAL

Demandereses

C.

ALPINE CANADA

Défenderesse

Demande introductive d'instance
(art. 100 C.p.c.),
Avis d'assignation et Inventaire des pièces

Nature détaillée du litige : Dommages et intérêts
Montant en litige : 1 406 668,80 \$

ORIGINAL

Avocats des Demandereses
Mes William Brock, Julie Girard et
Hannah Toledano
T 514.841.6400
wbrock@dwpv.com
jgirard@dwpv.com
htoledano@dwpv.com
Dossier : 263018

1501, avenue McGill College, 26^e étage
Montréal, QC H3A 3N9
Canada
T 514.841.6400
F 514.841.6499

DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG S.E.N.C.R.L., s.r.l.

BP-0181